



Une réponse de l'Union européenne au **COVID-19** #Eurmove

La pandémie actuelle de COVID-19, qui met l'Union européenne au défi à une échelle sans précédent, exige une réponse coordonnée fondée sur l'action collective et la solidarité. Il est primordial de trouver un équilibre entre la protection de la sécurité, de la santé et des droits fondamentaux des citoyens, tout en garantissant un plan de relance économique efficace et durable. La pandémie ayant un impact durable sur les sociétés et les économies du monde entier, l'UE doit tirer les leçons de la crise, investir dans un cadre politique et économique à la fois résilient et durable qui puisse soutenir la reprise de l'UE et préparer les futures urgences sanitaires.

Renforcer le rôle de l'UE

L'UE peut jouer un rôle plus important dans la coordination des réponses des États membres à une crise sanitaire en faisant le meilleur usage possible de ses compétences définies dans les traités. À cette fin, elle devrait promouvoir un dialogue régulier entre les États membres et soutenir activement les politiques qui profitent à la santé et au bien-être de tous les citoyens. Toute mesure prise doit être coordonnée avec les agences et les experts de la santé au niveau européen et international, y compris l'Organisation mondiale de la santé. En outre, l'UE peut soutenir les efforts internationaux de surveillance des menaces sanitaires, tout en jouant un rôle de premier plan dans la lutte mondiale contre la pandémie grâce à des investissements accrus dans la recherche, les équipements médicaux, les traitements et les vaccins.

En achetant, en stockant et en distribuant des équipements médicaux essentiels dans toute l'Europe, l'UE peut acheminer les ressources là où elles sont nécessaires et soutenir les communautés et les régions les plus touchées. Dans ce contexte, le programme rescEU, en tant que réserve européenne de ressources pour la gestion des risques de catastrophes, devrait être étendu pour inclure également les fournitures médicales et autres fournitures liées aux crises. Dans le même temps, l'UE et les États membres doivent faire preuve de solidarité avec le reste du monde et aider en particulier les pays qui ont besoin d'un soutien sanitaire et financier, par une aide structurelle renforcée à court et à long terme.

Investir dans la santé

Alors que la pandémie met en danger la vie et le bien-être des citoyens, il nous est rappelé l'importance de systèmes de santé solides et efficaces. L'augmentation des investissements dans le secteur des soins de santé et pour les professionnels de la santé permettra non seulement de sauver des vies et de protéger les citoyens, mais aussi de rendre nos systèmes de soins plus résistants tout en nous permettant de mieux nous préparer aux futures vagues d'infection. Aussi, il est nécessaire que les meilleures pratiques, enseignements, technologies et stocks d'équipements de santé soient partagés.

Maintenir les frontières ouvertes

La liberté de voyager, de vivre, d'étudier, de travailler et de prendre sa retraite partout dans l'UE est l'un des droits les plus importants dont jouissent les citoyens européens. Nous avons tendance à considérer ces libertés comme allant de soi, ne réalisant leur valeur que lorsqu'elles nous sont enlevées. Les risques sanitaires extraordinaires que présente la pandémie actuelle exigent des mesures extraordinaires. Toutefois, une crise sanitaire ne peut être bannie derrière les frontières, et toute restriction à la liberté de circulation dans l'UE doit être proportionnelle, limitée dans le temps et exclure les voyages et le commerce essentiels. Ainsi, Schengen et le marché intérieur peuvent continuer à assurer la circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes qui peuvent aider l'UE à faire face à la pandémie. En outre, une politique de déconfinement coordonnée, associée à des normes de sécurité à l'échelle de l'UE, peut contribuer à instaurer une confiance mutuelle entre les pays et les citoyens, à réduire les sentiments nationalistes et protectionnistes et à éviter les contrôles inutiles aux frontières intérieures de l'espace Schengen et du marché unique.

Construire une économie résiliente

La pandémie laisse des traces durables sur l'économie mondiale. Une stratégie globale de l'UE doit être élaborée autour de mesures de solidarité financière et budgétaire afin d'aider les États membres à faire face aux effets immédiats du ralentissement économique dans l'UE et chez ses voisins, tout en prévenant l'aggravation de la récession à moyen et long terme. En veillant à ce que les gouvernements disposent de la capacité budgétaire nécessaire, l'UE peut contribuer à lutter contre les effets de la crise et soutenir les dépenses d'urgence au niveau national. Des politiques fiscales et monétaires coordonnées peuvent servir de bouclier protecteur en empêchant les faillites, en maintenant les prix stables et en sauvant les emplois, tout en relançant l'économie. Toutefois, les mécanismes de gouvernance et de distribution des fonds d'urgence et de redressement doivent être étayés par des conditions équitables et transparentes, doivent être ouverts au contrôle des institutions de l'UE et des parlements nationaux et doivent suivre une logique économique viable pour garantir que les ressources financières sont investies de manière efficace et effective. Pour aider à contrer les effets différés du choc et soutenir le développement durable, le soutien à court et moyen terme en cas de crise doit être suivi de mesures plus structurelles. Si les investissements publics et privés peuvent être les moteurs de la reprise, tous les outils financiers et fonds européens mis à disposition doivent soutenir la mise en œuvre du "pacte vert" européen et la transformation numérique, notamment en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises, qui constituent l'épine dorsale de l'économie de l'UE. En outre, les investissements directs dans les services publics, en particulier dans le domaine de la santé tant dans l'UE que dans les pays tiers, s'avèrera cruciale à long terme.

Alors que la crise met à l'épreuve la résilience économique de l'UE, les dirigeants devraient saisir l'occasion pour repenser les structures actuelles de gouvernance économique et monétaire de l'UE, dans le but d'améliorer la capacité de l'UE à répondre à de tels chocs symétriques.

Budgétisation pour l'avenir

La reprise économique de l'UE sera progressive. Dans cette optique, une relance bien conçue de l'UE, inscrite dans le cadre financier pluriannuel (CFP), offre une réponse européenne indispensable à une crise sanitaire qui aura des répercussions dans les années à venir. L'UE peut jouer un rôle clé dans la promotion et la coordination des mesures de relance budgétaire visant à surmonter la crise en élaborant un plan d'investissement à part entière, doté d'une marge de manœuvre suffisante pour s'adapter à des crises sanitaires imprévues à l'avenir. Un fonds de relance global dans le cadre du CFP doit incarner les principes de cohésion, de solidarité et de convergence vers le haut, et doit s'abstenir de réduire le financement des programmes européens existants et futurs. À l'avenir, les volets "dépenses" et "recettes" du budget de l'UE doivent être optimisés, afin d'inclure un nouveau système de ressources propres.

Ouvrir la voie à une reprise verte

La pandémie n'a rien changé au fait que nous continuons à être confrontés à une crise climatique et environnementale d'une urgence sans précédent. La relance de l'économie européenne doit donc donner la priorité à la transition vers un avenir juste et durable tout en veillant à ce que tous les secteurs soient sur la voie de la neutralité climatique. Le "Green Deal" européen, en tant que stratégie de croissance de l'UE, devrait guider l'UE dans sa reprise après la crise sanitaire en tant que priorités de dépenses des gouvernements nationaux.

Si la situation peut changer en raison de la crise, l'UE doit continuer à poursuivre la décarbonisation complète de nos sociétés et à renforcer les investissements dans les énergies renouvelables. En outre, avec un budget de l'UE de plus en plus financé par un ensemble de nouvelles ressources propres, les taxes sur le carbone et autres prélèvements ambitieux sur le plan environnemental peuvent constituer un moyen pour l'UE d'accélérer ses efforts en matière de climat et de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. Il est essentiel de réduire notre impact écologique et la perte de biodiversité nationale et mondiale pour prévenir l'émergence de pandémies telles que le COVID-19. L'UE, avec ses principaux partenaires et alliés internationaux, doit donc concevoir et mettre en œuvre des politiques de manière à restaurer et à protéger au mieux les écosystèmes.

Protéger l'emploi

La pandémie a eu un impact sur le marché du travail, frappant durement un certain nombre de secteurs, en particulier ceux qui représentent une grande partie du PIB et des emplois dans toute l'UE. Comme des millions d'Européens ont perdu leur emploi temporairement ou définitivement à la suite des crises sanitaires, l'UE et les États membres doivent s'attacher à préserver l'emploi dans les secteurs les plus touchés. Le secteur des transports et du tourisme devrait être soutenu par des investissements dans le transport durable et la promotion de pratiques éco-responsables.

Les secteurs culturel et créatif peuvent être soutenus par le programme « Europe Creative » et les fonds supplémentaires disponibles. En outre, une politique de cohésion considérablement renforcée, ainsi qu'un soutien non discriminatoire à l'agriculture durable dans le cadre de la politique agricole commune, sont deux instruments clés pour atténuer les conséquences des crises.

Pour s'assurer qu'aucun travailleur n'est laissé pour compte, le dialogue social et les consultations avec la société civile sont essentiels pendant la crise pour identifier les risques de certains groupes. Les jeunes sont considérés comme particulièrement vulnérables et l'UE devrait donc consacrer un soutien accru à l'emploi, à la formation et à l'inclusion sociale des jeunes. De plus, la crise COVID-19 a un impact important sur la situation socio-économique des migrants. Pour assurer leur protection, des ajustements administratifs visant à faciliter leur processus d'intégration et leur accès au marché du travail sont nécessaires.

Comme la pandémie risque d'avoir un impact durable sur le marché du travail de l'UE, les États membres doivent coordonner leurs efforts pour renforcer les droits des travailleurs tout en soutenant ceux qui sont laissés en dehors du marché du travail. De nouvelles mesures telles qu'une assurance chômage européenne, un salaire minimum européen et un contrat de travail européen peuvent contribuer à mettre les droits des travailleurs en Europe au même niveau. L'UE doit également veiller à ce que les travailleurs qui luttent en première ligne contre cette crise soient protégés et rémunérés à juste titre.

Comme il devrait toujours être primordial de garantir la qualité des emplois, les États membres devraient s'abstenir d'assouplir la législation du travail afin de stimuler un taux d'emploi élevé.

Soutenir les personnes dans le besoin

L'épidémie du COVID-19 a touché les personnes et les communautés de manière différente, et sans les investissements nécessaires, l'Europe risque de laisser les citoyens les plus vulnérables derrière elle alors que les inégalités continuent de se creuser. Femmes, jeunes, travailleurs précaires, chômeurs, sans-abri, familles à faibles revenus, minorités ethniques, personnes LGBTI, réfugiés et les sans-papiers, les migrants aux frontières de l'Europe et les personnes handicapées et atteintes de maladies chroniques, en particulier, peuvent être affectés de manière disproportionnée par la crise sanitaire et ont tendance à être confrontés à des risques de sécurité plus importants ainsi qu'à la marginalisation.

Les soins et l'aide doivent être accessibles à tous les citoyens pendant et après une crise sanitaire, et les droits fondamentaux doivent être respectés. Tout au long de la crise, des millions d'Européens se sont portés volontaires pour aider les personnes dans le besoin. Pour assurer une reprise qui ne laisse personne derrière, les dirigeants doivent répondre aux efforts des citoyens et de la société civile dans toute l'Europe en renforçant leur soutien et en fournissant les structures et les investissements nécessaires à ces initiatives.

Investir dans les technologies

La technologie peut aider les citoyens, les gouvernements et les entreprises à rester connectés en ces temps difficiles et peut contribuer à fournir certains des services nécessaires pendant une crise sanitaire et au-delà. Les applications mobiles et les données recueillies peuvent également aider les autorités à comprendre comment les maladies se propagent et à se préparer à de futures épidémies. Toutefois, tout outil utilisé pour contenir ou surveiller la pandémie doit respecter les règles de transparence de l'UE ainsi que les droits des citoyens à la vie privée et à la protection des données, de même que les valeurs européennes fondamentales. En outre, la technologie est très utile pour prendre des décisions adéquates et peut donner une image claire lorsqu'elle est utilisée par une majorité de citoyens. L'UE devrait donc faciliter l'échange d'informations entre les pays et investir dans les entreprises, en particulier les start-ups et les PME, qui travaillent sur des technologies innovantes pouvant aider à tester et à surveiller la propagation d'un virus.

Renforcer la démocratie

Les crises de santé publique peuvent inciter les gouvernements à adopter des mesures radicales et à accélérer les processus décisionnels et politiques. Toutefois, toute mesure d'urgence doit être prise dans un cadre démocratique, constitutionnel et juridique et doit respecter les droits fondamentaux, les principes démocratiques et l'État de droit. Des parlements souverains, qu'ils soient nationaux ou européens, ainsi que des élections équitables, des tribunaux indépendants, une presse libre et une société civile sans entraves font partie intégrante de toute démocratie, et une crise ne doit pas servir de prétexte pour les compromettre. Toute mesure adoptée pendant une crise sanitaire doit être décidée et communiquée de manière transparente, doit être proportionnelle à la menace des crises et doit être de nature temporaire. Comme les urgences sanitaires peuvent mettre en lumière certaines des faiblesses des systèmes démocratiques, la pandémie peut être l'occasion pour l'UE de repenser les mécanismes qu'elle a mis en place pour protéger le respect des valeurs inscrites à l'article 2 du TUE et les renforcer en créant un cadre unique de mécanisme d'État de droit à part entière. En outre, l'UE devrait poursuivre les démarches en vue d'une législation qui lie les fonds structurels de l'UE au respect des principes fondateurs de l'UE.

Faire entendre la voix des citoyens

Les citoyens doivent être impliqués dans les réponses à une crise sanitaire, et leurs perspectives doivent être entendues dans les débats qui façonnent la relance de l'Europe. Dans les cas où la participation de la société civile aux processus décisionnels ne peut être garantie, les autorités devraient assurer un engagement de différentes manières ou reporter les processus décisionnels.

En outre, le budget de l'UE devrait être adapté et assoupli pour permettre aux organisations de la société civile de continuer à fonctionner pendant la crise. Alors que l'Europe entre dans la phase de reprise après la crise sanitaire et que la société civile risque de subir les effets différés des réductions de financement, l'UE peut renforcer son soutien en accordant une aide financière adéquate via son budget. L'épidémie du COVID-19 laisse un vide qui devrait être comblé par des débats ouverts et inclusifs sur l'avenir de l'UE après son redressement.

La conférence sur l'avenir de l'Europe offre une occasion opportune d'engager un dialogue franc avec les citoyens sur les questions et les priorités clés qui façonneront l'avenir de l'UE. En réunissant les institutions européennes, les gouvernements et les parlements nationaux, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, l'Europe peut élaborer des solutions à ses défis communs et en sortir plus forte de la crise.

Améliorer la communication

Pour réussir à surmonter les crises sanitaires et économiques, les autorités et les organisations, à tous les niveaux, doivent coordonner et communiquer efficacement sur leurs actions, entre elles et avec les citoyens, afin d'éviter les malentendus. Non seulement les mesures unilatérales et non coordonnées mettent des vies en danger, mais elles sapent la confiance des citoyens qui sont particulièrement vulnérables en cas de crise sanitaire et qui comptent sur l'accès à des informations précises et impartiales.

En effet, la communication pendant et après une crise sanitaire devrait se concentrer sur le renforcement de la solidarité entre les États membres et les citoyens au lieu d'alimenter les sentiments nationalistes.

Le soutien aux médias indépendants et à une couverture factuelle reste crucial. En collaboration avec les gouvernements nationaux et les plateformes médiatiques, l'UE peut s'efforcer de mettre un terme à la diffusion de la désinformation en cas de crise sanitaire. Les pandémies devraient également susciter une communication de crise plus proactive de la part des institutions européennes, afin de contribuer à renforcer la solidarité et la coordination entre les États membres. Enfin, en temps de crise, il est particulièrement important de mettre en relation les citoyens des différents États membres et de combler le fossé entre la société civile et les institutions. La société civile peut aider à établir et à renforcer ces liens indispensables, permettant ainsi à une société européenne plus résistante et plus unie de sortir de la crise.